

9/20/99 UE: LES FRANÇAIS, PARENTS PAUVRES DE L'EUROCRATIE.  
Sur les quatre nouvelles directions de la politique externe, trois iraient à des Allemands, une à un Britannique.

Un seul Français, chez Michel Barnier, est susceptible de prendre la direction de l'un des vingt cabinets de commissaire.

La réorganisation des services de la Commission européenne sous la houlette du vice-président en charge de la réforme administrative, Neil Kinnock, se traduira-t-elle par une perte d'influence française ? Rien n'est encore scellé, car la première réunion du nouveau collège, présidé par Romano Prodi, qui s'est tenue samedi matin à Bruxelles, n'a pas pris de décision définitive, mais les premiers aménagements qui se profilent, et qui touchent particulièrement les relations extérieures de l'Union, paraissent devoir laisser peu de place aux hauts fonctionnaires français.

Curieusement, à ce stade, cette réorganisation semble faire surtout la part belle à leurs collègues allemands. Trois d'entre eux devraient se partager les quatre nouvelles directions générales de la politique externe, la DG relations extérieures créée pour assurer leur coordination sous l'égide du commissaire Chris Patten, la DG commerce placée sous la responsabilité de Pascal Lamy et la DG élargissement. Seule l'aide au développement continuerait d'être confiée à un Britannique.

Le jeu des influences. Si la qualité des pressentis n'est pas en cause, l'équilibre des nationalités dans ce vaste pan des responsabilités de la Commission semble pouvoir l'être davantage. Les eurocrates français ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'interroger sur ces projets. A Bruxelles, bien des observateurs se demandent en particulier si le « poids allemand » sur les négociations d'adhésion, dont le champ va être accru lors du sommet d'Helsinki en décembre, n'est pas « un peu lourd ». Il est vrai que le commissaire en charge du dossier est Günther Verheugen, l'ancien ministre des Affaires européennes de Gerhard Schröder, que les relations externes sont dans le champ de compétences du secrétaire général adjoint Bernhard Zepter et que le nouveau responsable de la DG élargissement serait Klaus Van der Pas.

Jusqu'ici, celui-ci conduisait la task-force même des négociations, mais partageait, à grade égal, le dossier avec le Français François Lamoureux, en charge des programmes « pré-adhésion », Phare (aide aux pays d'Europe centrale et orientale) et Tacis (coopération avec les pays de l'ex-URSS).

Pour certains, sans remettre, bien sûr, en cause les qualités professionnelles de Klaus Van der Pas, reconnues par chacun, l'équilibre des nationalités aurait pu faire de son alter ego français, dans un jeu de chaises musicales, un candidat « naturel » à la direction d'une DG, et notamment celle en charge de l'élargissement. L'étonnement n'est pas moins grand à Bruxelles devant la très faible présence française aux postes clés des cabinets des vingt membres du collège. Tous ne sont pas encore, certes, définitivement composés, mais au dernier pointage, un seul Français dirigerait un cabinet, celui de Michel Barnier, et un seul obtiendrait le poste d'adjoint. Une situation qui traduirait, pour certains, un désintérêt aussi bien de l'Elysée que de Matignon et du Quai d'Orsay, pour d'autres, un regrettable « retard à l'allumage ». Il est vrai que les « eurocrates » ne sont pas là pour défendre les intérêts de leur pays, mais le jeu des influences, plus ou moins spontanées, ne peut pas être ignoré. Les autorités britanniques comme leurs homologues allemandes, qui ont envoyé des missions à Bruxelles depuis l'été, ne l'ont pas négligé.

Marc Paolini, à Bruxelles.

La Tribune

(not to be redistributed)

Tel: +33 (0)1 44 82 16 16

LA TRIBUNE (FRENCH LANGUAGE)- 20/09/1999